Qui connaît le Casier archéologique et artistique (1916-1928) ?

Connaissance et reconnaissance d'un inventaire pionnier

Who knows about the Casier archéologique et artistique (1916-1928)?

Laurence Bassières

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/28051>

DOI : [10.4000/insitu.28051](https://doi.org/10.4000/insitu.28051)

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Laurence Bassières, « Qui connaît le Casier archéologique et artistique (1916-1928) ? », *In Situ* [En ligne], 42 | 2020, mis en ligne le 12 juin 2020, consulté le 12 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/28051> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.28051>

Ce document a été généré automatiquement le 12 janvier 2021.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Qui connaît le Casier archéologique et artistique (1916-1928) ?

Connaissance et reconnaissance d'un inventaire pionnier

Who knows about the Casier archéologique et artistique (1916-1928)?

Laurence Bassières

- 1 Parmi les projets lancés dans la perspective de ce qu'on appelait déjà, dans les années 1910, le « Grand Paris », le Casier archéologique et artistique est resté relativement confidentiel¹. Cet inventaire architectural et urbain de Paris et de l'ancien département de la Seine, constitué entre 1916 et 1928, et encore aujourd'hui connu des seuls spécialistes du patrimoine parisien, avait pourtant été conçu selon des principes à la fois pionniers et ambitieux : il s'agissait de créer, à l'échelle de Paris et de son département, une sorte d'outil patrimonial, pouvant aussi bien être intégré aux politiques urbaines en cours d'élaboration pour le Grand Paris, que servir à la constitution de l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques ; et dont les plus belles photographies pourraient qui plus est faire l'objet d'un « beau livre ».
- 2 Mais cet inventaire ne semble pas avoir suscité un grand intérêt : peu de publications lui furent consacrées et il tomba dans l'oubli dès les années 1940. Pourtant, des efforts importants furent mis en œuvre pour le constituer et le faire connaître. Son élaboration mobilisa ainsi plusieurs institutions et donna lieu à la création de deux mille dossiers et plus de six mille clichés photographiques ; sa constitution fit l'objet de nombreux exposés, conférences... et il bénéficia, lors de son élaboration et durant la décennie suivante, d'une certaine reconnaissance, servant même de modèle à la création d'autres « casiers archéologiques ». Il s'agira dans cet article d'interroger les différents modes de diffusion qui furent employés pour faire connaître cette entreprise, et à travers eux, la connaissance qu'ont pu avoir ses contemporains de cet inventaire, de la reconnaissance initiale dont il bénéficia aux circonstances de son éclipse.

Une entreprise qui suscite peu de publications

- 3 La constitution du Casier archéologique mobilisa de nombreux protagonistes. Lancé à l'initiative de l'architecte-voyer Louis Bonnier (1856-1946), qui dirigea toute son élaboration, il fut mis en œuvre avec la collaboration des membres de la Commission du Vieux Paris, instance consultative fondée en 1897 pour veiller sur les vestiges parisiens, encore en fonction aujourd'hui. Bonnier, alors inspecteur général des Services techniques d'architecture et d'esthétique, sollicita également la participation d'architectes et de géomètres de la direction des services d'Architecture. Il fut par ailleurs secondé durant quelques années par Marcel Poète (1866-1950), conservateur en chef de la Bibliothèque historique de Paris, et secrétaire de la Commission du Vieux Paris entre 1915 et 1920. Mais fort peu de publications résultèrent de cette importante mobilisation.
- 4 Louis Bonnier, s'il rédigea de nombreuses présentations du Casier archéologique, dans sa correspondance avec ses collègues de l'administration, ou pour le présenter lors de conférences, ne semble pas avoir eu l'ambition d'en faire paraître une publication. On aurait notamment pu attendre qu'il publie une présentation de cet inventaire avec Marcel Poète, lui aussi impliqué dans la mise en œuvre du Casier durant ses premières années d'élaboration. Tous deux avaient déjà fait paraître en 1913, quelques années avant le lancement du Casier, le rapport de la Commission d'extension de Paris². En 1919, ils lançaient *La Vie urbaine*, première revue française d'urbanisme, dans laquelle ils publièrent chacun plusieurs textes, et qui aurait pu servir de tribune à la promotion d'un tel inventaire. Mais il n'en fut rien : les articles de *La Vie urbaine* dus à Marcel Poète d'une part, à Louis Bonnier d'autre part n'abordent pas le sujet : ils portent, respectivement, sur l'évolution de la ville et sur son organisation. Si l'absence de texte de la part de Poète peut s'expliquer par le fait qu'il semble s'être rapidement désintéressé de l'entreprise, on ignore pourquoi Bonnier ne chercha pas à publier de présentation d'un inventaire qu'il avait créé et mis en œuvre, et auquel il consacra de nombreuses années.
- 5 Parmi ceux qui participèrent à la constitution de cet inventaire, seul l'architecte Charles Imbert (1865-1942) fit paraître un article sur le sujet. Dessinateur attaché à la Section centrale de la direction des services d'Architecture, Imbert participa à l'élaboration de cet inventaire durant toute la durée de sa constitution et en publia en 1929 une présentation dans la revue *L'Architecture*³ [fig. 1], à laquelle il collaborait régulièrement.

Figure 1

Première page de l'article de Charles Imbert, « Le Casier archéologique, artistique et pittoresque de la Ville de Paris et du département de la Seine », paru dans *L'Architecture*, 1929.

Reproduction Bibliothèque d'architecture contemporaine (Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris), collections de l'Académie d'architecture.

- 6 Il publiait ainsi l'un des rares articles portant sur le Casier dans les revues spécialisées de l'époque. *L'Architecture* n'y consacra que quelques paragraphes en 1920, pour relater la cérémonie organisée en décembre 1919, destinée à présenter les premiers résultats du Casier archéologique⁴. Pour sa part, *La Construction moderne* en signala le lancement en 1916⁵. Mais à part cela, il fut à peine évoqué en de rares occasions, par ces revues comme par quelques autres.
- 7 La presse généraliste rendit plus fréquemment compte de l'entreprise. Entre 1916 et 1934, *Le XIX^e siècle*, *Le Petit Parisien*, *La Renaissance de l'art français et des industries de luxe*, *La Presse*, *Le Gaulois*, *Les Amis de Paris* et *Le Figaro* évoquèrent au moins une fois l'existence du Casier archéologique. *Le Temps* publia dix-huit articles sur le sujet entre 1916 et 1931 ; le *Journal des débats politiques et littéraires*, treize entre 1916 et 1928 ; *La Presse*, huit entre 1916 et 1926. Mais le Casier n'y était à chaque fois que mentionné, au mieux rapidement présenté. Un seul article conséquent lui fut consacré, en 1932 : le journaliste et auteur dramatique André Arnyvelde (1881-1942) en publia une description élogieuse dans l'hebdomadaire *L'Illustration* : « Beautés ignorées de Paris. Le Casier archéologique de la Préfecture de la Seine⁶ ». Un autre article, portant uniquement sur la partie « banlieue » du Casier, fut publié au même moment par le critique d'art Léandre Vaillat (1871-1952), nommé membre de la Commission du Vieux Paris en 1928 : il consacra en 1931 sa chronique sur la banlieue parisienne, « Le Décor de la vie », dans le quotidien *Le Temps*, à la présentation du « Casier historique de la banlieue⁷ ».

Une publication malgré tout : les « Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris »

- 8 Sans pouvoir être qualifiés à proprement parler de publication sur le Casier, ce sont finalement les « Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris⁸ » qui constituent la documentation la plus exhaustive sur cet inventaire. Ces comptes rendus des séances de la Commission du Vieux Paris étaient publiés au *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris*⁹, mais se trouvaient également réunis en volumes édités annuellement et relativement bien distribués¹⁰. Très riches, ils font connaître les discussions qui animent la Commission du Vieux Paris et permettent de suivre les débats à l'origine de la mise en œuvre de cet inventaire, comme de comprendre, du moins pour les premières années, l'organisation adoptée pour sa présentation en séance : l'exposé historique du quartier par Marcel Poëte, les descriptions de chaque édifice par Louis Bonnier, les communications des membres, réunies dans une catégorie intitulée « Matériaux pour servir à l'élaboration du Casier archéologique et artistique de Paris ». Ils témoignent également de l'utilisation des dossiers du Casier archéologique par les membres de la Commission du Vieux Paris pour l'élaboration de l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques, à partir de 1921.
- 9 La présentation du Casier archéologique dans les procès-verbaux fut cependant loin d'être exhaustive, systématique, ou exacte. Ainsi, peu d'indications sur la manière dont furent choisis les édifices retenus y figurent. Une partie des présentations n'a pas non plus été intégrée : si la constitution du Casier éclipsa lors de son lancement les sujets habituellement abordés à la Commission du Vieux Paris, dès 1918, la place de ce dernier y fut de moins en moins importante. Entre 1921 et 1924, période d'incertitude pour l'avenir du Casier archéologique, sa présentation en fut même supprimée, bien qu'il continue à être discuté en séance. Ainsi les exposés portant sur les arrondissements périphériques, visités à cette période, ne figurent-ils pas dans les procès-verbaux. Ceux concernant les communes du département de la Seine s'y trouvent, en revanche : l'extension du Casier aux communes suburbaines fut décidée en 1924, au moment où ce dernier, entre temps passé sous la tutelle de la Commission du Vieux Paris, retrouvait une place dans les procès-verbaux. Mais avec de nombreuses approximations, dues notamment à l'important retard pris dans leur publication.

Publier les photographies du Casier archéologique : entreprise artistique ou documentaire ?

- 10 Si le Casier dans son ensemble ne fit pas l'objet d'un projet de publication, il était par contre prévu que les photographies réalisées dans ce cadre fassent, elles, l'objet d'une parution à part. Le photographe Charles Lansiaux (1855-1939), qui travaillait alors pour diverses institutions parisiennes et notamment pour la Bibliothèque historique de Paris, dirigée par Marcel Poëte, fut chargé de réaliser les photographies des édifices retenus. Avec son employé puis successeur Édouard Desprez (dates inconnues), il réalisa la quasi-totalité des quelque 6 000 clichés qui composent le fonds photographique du Casier. La publication de ces photographies, prévue dès le lancement du Casier, fut programmée l'année suivante, en 1917. Sur les 10 000 clichés

alors espérés, on envisageait d'en publier 1000, en dix volumes d'une édition de luxe, qu'il était prévu de confier à Lucien Vogel, directeur des Éditions Lucien Vogel et du Bon Ton. Le projet fut abandonné vers 1921 mais a laissé quelques témoignages : le dos du premier volume, intitulé *Les Plus Curieux Bâtiments de Paris. Extrait du Casier archéologique et artistique. Tome I, 1919-1920*, d'une belle facture (lettres d'or sur fond bleu roi) [fig. 2], et une introduction – anonyme – de vingt pages. Les photographies réalisées pour le Casier semblent par ailleurs avoir été peu exploitées dans le cadre d'expositions : aucune ne lui a été dédiée, quelques dizaines de clichés étant seulement envoyés à l'Exposition internationale de Monaco de 1920-1921¹¹.

Figure 2

Projet de publication des clichés du Casier archéologique. Dos cartonné et toilé portant le titre du premier des dix volumes prévus pour la publication : *Les plus curieux bâtiments de Paris. Extrait du Casier archéologique et artistique. Tome I, 1919-1920*. Conservé dans le carton « Formation du Casier », Archives de la Commission du Vieux Paris.

Reproduction Ville de Paris, département d'Histoire de l'architecture et d'Archéologie de Paris (DHAAP).

- ¹¹ Une petite partie d'entre elles fut cependant publiée, mais à titre plus documentaire qu'artistique. Dans les *Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris*, tout d'abord. Une sélection de quelques plans et photographies, parmi ceux destinés à être intégrés aux dossiers créés pour chaque édifice retenu, était insérée à la fin du compte rendu de chaque séance, comme il était d'usage pour les sujets abordés par la Commission du Vieux Paris [fig. 3].

Figure 3

Une des premières photographies de Charles Lansiaux pour le Casier archéologique. Elle fut insérée dans les planches d'illustrations des « Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris » (séance du 10 juin 1916, non paginé) accompagnée d'une élévation : « Au-dessus, côté actuel de la rue de la Ferronnerie, dont les maisons furent construites en exécution des lettres patentes du 18 octobre 1669. Au-dessous, dessin représentant l'architecture prescrite pour ces maisons par lettres patentes. »

Reproduction Charles Lansiaux (Ville de Paris).

- 12 Marcel Poëte les utilisa aussi pour illustrer son grand œuvre sur Paris, *Une Vie de cité. Paris de sa naissance à nos jours*¹² : parallèlement aux trois tomes de texte édités entre 1924 et 1931, il publia en 1925 un volume à part, *Album. Six cents illustrations d'après les documents accompagnées de légendes et d'un exposé historique*. Les illustrations qu'il y fit figurer se composaient essentiellement de reproductions de gravures et de dessins, mais parmi les quelques dizaines de photographies qui s'y trouvaient, une bonne part – 15 sur 55 – provenait du Casier archéologique¹³. Léandre Vaillat, enfin, déjà cité, eut largement recours aux clichés du Casier archéologique, une dizaine d'années plus tard : dans son ouvrage *La Seine, chef-lieu Paris*, paru en 1937, plus de 210 clichés photographiques, sur les presque 500 qui y sont présentés, proviennent des dossiers « Banlieue » du Casier archéologique¹⁴.

Les autres modes de diffusion du Casier archéologique

- 13 Parallèlement à ces publications assez modestes, les efforts furent en revanche importants pour faire connaître le Casier archéologique selon d'autres moyens, notamment auprès des professionnels. Ainsi, à l'initiative de Louis Bonnier, les employés de la direction des Services d'architecture furent invités à assister aux

séances de la Commission du Vieux Paris durant lesquelles le Casier était présenté. À partir de juillet 1916 et durant plusieurs années, l'architecte-voyer en chef, le géomètre en chef, ou leurs adjoints – et certains architectes-voyers ou architectes des Monuments historiques, selon l'arrondissement et le thème abordé – assistèrent et parfois participèrent aux séances. On escomptait ainsi faciliter l'intégration dans la routine administrative d'un inventaire qui n'avait alors pas d'existence officielle¹⁵ et dont on ne savait pas encore précisément selon quelles modalités il pourrait être employé. Dans la même logique, Louis Bonnier présenta le Casier lors de conférences adressées à différents groupes professionnels, notamment aux agents de la direction de l'Extension (1920)¹⁶, à la Société des ingénieurs des Travaux publics (1922)¹⁷, ou encore à la Société centrale des architectes (1928)¹⁸. Il intégra également la présentation de cet inventaire au programme de l'enseignement dont il était chargé à l'École des hautes études urbaines, futur Institut d'urbanisme¹⁹. Là encore, il s'agissait de familiariser les différents groupes professionnels à l'usage ou à la consultation de cet inventaire.

- 14 Cette diffusion porta-t-elle ses fruits ? Plusieurs autres « casiers archéologiques » furent en tout cas lancés. À l'échelle locale, quelques municipalités, ou les sociétés de protection qui leur étaient attachées, envisagèrent de mettre en œuvre leur propre Casier archéologique et deux d'entre elles, le Comité du vieux Bourges et la Commission du Vieux Rouen, en lancèrent effectivement un en 1921. À l'échelle nationale, le « Casier archéologique » fut le nom choisi en 1944 par la commission des Monuments historiques pour la mise en œuvre d'un « Recensement méthodique des monuments de la France susceptibles d'être classés ou inscrits à l'Inventaire supplémentaire »²⁰. Réalisé sous la direction de l'archiviste paléographe René Planchenault (1897-1976) et conçu comme une sorte de troisième niveau de protection, après le classement et l'inscription, ce recensement connut une certaine postérité : Xavier Laurent note qu'il fut utilisé pour l'élaboration des « plans archéologiques » d'une centaine de communes²¹, et Jean-Michel Leniaud indique qu'il servit également de base pour l'établissement de l'Inventaire général²². Parallèlement à ces entreprises, le Casier archéologique accéda à une première reconnaissance institutionnelle : en 1938, un décret publié au *Journal officiel*, destiné à protéger une partie des façades des immeubles parisiens de l'apposition intempestive de plaques indicatrices, incluait parmi les édifices concernés une partie des immeubles figurant au Casier²³, à côté des édifices classés et inscrits au titre des monuments historiques.
- 15 Les praticiens eurent-ils de leur côté la connaissance et l'usage du Casier archéologique ? On ne trouve que de rares traces d'utilisation du Casier par les architectes et urbanistes. En 1938, Robert Auzelle (1913-1983) le consulta pour préparer, avec ses collègues de l'Atelier d'urbanisme appliqué, Jean de Maisonseul, Manuel Marchant-Lyon et Henri Delcourt, une « Suggestion pour l'aménagement du quartier du Marais ». Les plans réalisés montraient pour le quartier du Marais les monuments classés ou inscrits au titre des monuments historiques, mais également les édifices « inscrits au Casier archéologique ». Cette étude, exposée au « VI^e Salon des urbanistes au Grand Palais », eut droit à une mention dans *La Construction moderne*²⁴, qui lui consacra quelques paragraphes et évoqua à cette occasion l'utilisation du Casier archéologique. Les plans en furent publiés en 1941 par l'écrivain Georges Pillement (1898-1984) dans *Destruction de Paris*²⁵ [fig. 4] et en 1951 par l'urbaniste Gaston Bardet (1907-1989) dans *Pierre sur pierre, construction du nouvel urbanisme*²⁶.

Figure 4

« Plan archéologique du Marais », établi par Robert Auzelle avec Jean de Maisonneul, Manuel Marchant-Lyon et Henri Delcourt. Sur ce plan sont indiqués, à côté des immeubles protégés au titre des Monuments historiques, les « immeubles et éléments inscrits au casier archéologique de la Ville de Paris ».

Reproduction Laurence Bassières avec l'aimable autorisation des filles de Robert Auzelle.

- 16 L'indication sur ces plans d'une « inscription au Casier archéologique » n'y faisait toutefois pas l'objet d'une explication : ce dernier était-il alors suffisamment connu pour se passer de présentation ? Les évocations qu'on trouve du Casier archéologique le montrent alors souvent comme un élément connu de tous. Ainsi, en 1941, Charles Magny (1884-1945), qui venait d'être nommé préfet de la Seine par le régime de Vichy et qui le présentait – de façon très exagérée – comme un inventaire systématiquement consulté lors des opérations de voirie, semblait considérer cette référence au Casier archéologique comme une évidence, et ne le présentait pas. C'est pourtant à cette période qu'il cessa d'être mentionné, et tomba dans l'oubli.

Effacement du Casier et diffusion de son principe

- 17 À partir des années 1940, les évocations du Casier se raréfièrent. Seul Élie Debidour (1887-1965), qui avait remplacé Marcel Poëte comme secrétaire de la Commission du Vieux Paris en 1920, en fit une présentation, lors d'une conférence donnée en 1943 devant la section d'Hygiène urbaine et rurale et de Prévoyance sociale du Musée social, intitulée « La conservation du Vieux Paris et l'urbanisme » et publiée deux ans plus tard dans *Les Cahiers du Musée social*²⁷. Paul Léon (1874-1962) ne mentionna pour sa part que l'« atlas archéologique » de la Ville de Paris (l'atlas étant la première forme envisagée pour le Casier en 1915²⁸), dans son ouvrage paru en 1951 *La Vie des monuments français*, lorsqu'il présenta une Commission chargée, à Paris, de « dresser la carte des œuvres

d'architecture qu'il conviendrait de laisser intactes le jour où un percement serait étudié dans leur voisinage »²⁹.

- 18 Cet effacement eut lieu au moment où la protection du patrimoine urbain, notamment à Paris, suscitait un intérêt nouveau, ainsi que le montrent les publications telles que *Destruction de Paris*³⁰ de Georges Pillement, mentionné plus haut, et *Destinée de Paris*³¹, ouvrage collectif paru en 1943 et dirigé par Bernard Champigneulle, auquel participa notamment Robert Auzelle³². Le vote de la loi sur les abords au même moment³³, sans remettre encore en question l'échelle du monument comme référence pour un monument historique, apportait, à travers l'instauration d'un périmètre de protection, un jalon supplémentaire à la prise en compte de l'échelle urbaine dans la protection patrimoniale. Dans ces différentes réflexions, aucun lien n'est établi avec le Casier archéologique. Ainsi, Robert Auzelle qui en 1938 avait mobilisé cet inventaire dans ses réflexions sur le Marais, proposait dans son texte sur « La rénovation des quartiers insalubres » publié en 1943 dans *Destinée de Paris*³⁴ une méthode qui reprenait les caractéristiques du Casier, mais sans plus nommer ce dernier.
- 19 L'examen des procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris à partir de 1955, date de la reprise de leur publication après un arrêt de plus de deux décennies³⁵, montre qu'il n'était là aussi, dans l'instance même qui avait accompagné son élaboration, que très rarement évoqué. Au point que l'architecte Albert Laprade (1883-1978), membre pourtant très actif de cette instance, dont il faisait partie depuis 1955, semblait ignorer son existence : lorsqu'il proposa en 1962 de lancer la constitution d'un inventaire qu'il imaginait fonctionner selon des méthodes très similaires à celles mises en œuvre par ses prédécesseurs trente ans plus tôt, c'est Louis Hauteœur (1883-1973), président de la Commission du Vieux Paris, qui la lui apprit. Il fallut encore une décennie supplémentaire pour que Jean-Pierre Babelon, conservateur du musée de l'Histoire de France et secrétaire adjoint de la Commission du Vieux Paris, exhume, le premier, les dossiers du Casier archéologique, conservés aux archives de la Commission du Vieux Paris, les recense, en reconstitue l'histoire, et en publie plusieurs présentations³⁶. À partir de là, sans accéder encore à une véritable reconnaissance, le Casier fut progressivement réintégré dans les sources de l'histoire parisienne : largement mobilisé par les équipes de la Commission du Vieux Paris, il fit partie, dans les années 2000, des sources consultées pour l'élaboration du Plan local d'urbanisme de Paris.

Conclusion

- 20 « Qui connaît le Casier archéologique, artistique et pittoresque de la préfecture de la Seine ? »³⁷, s'interrogeait dès 1936 le critique d'art André Arnyvelde, quatre ans après avoir lui-même publié un article sur le sujet. À cette période, le Casier était encore un inventaire dont l'existence était connue des milieux institutionnels et, dans une moindre mesure, professionnels, sans toutefois avoir réussi à trouver sa place dans les mécanismes des politiques urbaines parisiennes, ni auprès du public. La connaissance qu'ont pu avoir du Casier ses contemporains semble avoir été essentiellement due à une diffusion en dehors de tout support de publication « classique » : alors qu'aucun ouvrage ne lui fut consacré, que la publication des clichés était abandonnée, et que les articles sur le sujet restaient peu nombreux, ce sont les procès-verbaux de la

Commission du Vieux Paris et les conférences et autres exposés donnés sur le sujet qui ont permis de faire connaître cet inventaire.

- 21 Le Casier archéologique aurait-il pu obtenir une reconnaissance plus importante ? Certes, les retards du Grand Paris, des difficultés internes, comme le caractère novateur de cet inventaire, auraient sans doute entraîné son effacement de la scène patrimoniale parisienne. Mais l'absence d'une publication d'envergure a peut-être joué ; en limitant la connaissance de cet inventaire, elle a probablement freiné sa reconnaissance comme un des jalons de la chaîne de réflexions à l'origine de la naissance de l'urbanisme patrimonial en France au XX^e siècle³⁸.

NOTES

1. Cet article est issu d'une thèse intitulée « Un inventaire architectural et urbain pour le premier Grand Paris. Le Casier archéologique et artistique de Paris et du département de la Seine, 1916-1928 », dirigée par le professeur Anne-Marie Châtelet et soutenue à l'université de Strasbourg le 19 mai 2016. Cette thèse a été soutenue par la région Île-de-France (2010-2012) et par le ministère de la Culture (2014) dans le cadre du dispositif « Allocations de formation et de recherche » (AFR) coordonné au sein de la direction générale des Patrimoines par le département du Pilotage de la recherche et de la Politique scientifique (DPRPS).
2. [BONNIER Louis & POËTE Marcel,] *Commission d'extension de Paris, préfecture du département de la Seine*. Paris, Impr. Chaix, 1913, 2 tomes : « Aperçu historique », « Considérations techniques préliminaires ».
3. IMBERT Charles, « Le Casier archéologique, artistique et pittoresque de la Ville de Paris et du département de la Seine », *L'Architecture*, vol. 42, n° 5, 1929, p. 163-166.
4. DUPUY Charles, « Commission municipale du Vieux Paris », *L'Architecture*, n° 1, 1920, p. 1-2.
5. « Le Vieux Paris », *La Construction moderne*, 1916 [15 septembre], p. 3-4.
6. ARNYVELDE André, « Beautés ignorées de Paris. Le "Casier archéologique" de la Préfecture de la Seine ». *L'Illustration*, n° 4668, 1932 [20 août], p. 509-510.
7. VAILLAT Léandre, « Le décor de la vie. Le Casier historique de la banlieue », *Le Temps*, 1931 [8 janvier], p. 6.
8. Les « Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris » des années 1898-1933 sont consultables sur Gallica : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb34437664t/date.r=proc%C3%A8s-verbaux+de+la+Commission+du+Vieux+Paris.langFR> ; les comptes rendus des séances depuis 2006 sont consultables sur le site internet de la Ville de Paris : <https://www.paris.fr/pages/la-commission-du-vieux-paris-226#les-compte-rendus-de-seances>
9. Le *Bulletin municipal officiel de la Ville de Paris* est consultable sur Gallica : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb343512457/date.item>
10. Les procès-verbaux sont publiés à mille exemplaires à partir de 1898 : *Procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris (PV CVP)*, séance du 7 juillet 1898, p. 1.
11. Arch. Commission du Vieux Paris (DHAAP). « Exposition de Monaco », carton « Formation du Casier ».
12. POËTE Marcel, *Une Vie de cité. Paris de sa naissance à nos jours*, Paris, A. Picard, 1924-1931.

13. Pour la plupart situées dans le chapitre « La guerre de 1871 et la Troisième République », p. 497-522.
14. VAILLAT Léandre, *Seine, chef-lieu Paris*, Paris, Arts et métiers graphiques, 1937.
15. Aucun arrêté ne vint officialiser sa création.
16. Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle. BONNIER Louis, « Le Casier archéologique, artistique et pittoresque », 6^e conférence, in 035 Ifa 300 / 4, « Enseignement. Dix conférences prononcées devant les agents de la Ville de Paris au service de l'Extension et publiées dans *L'Urbanisme* de mars 1919 à février 1920 (imprimés) »,.
17. Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle. BONNIER Louis, « Conférence faite en février 1922 à la Société des ingénieurs des Travaux publics de la Ville de Paris sur le Casier archéologique et artistique », in 035 Ifa 301 / 1, « Conférences ».
18. Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle. BONNIER Louis, « Le Casier archéologique et artistique de Paris. Conférence faite au Congrès de la Société centrale des architectes le 27 juin 1928 », in 035 Ifa 301 / 1, « Conférences ».
19. Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle. BONNIER Louis, « Le Casier archéologique et artistique », 6 décembre 1927, in 035 Ifa 309, « Enseignement de L. Bonnier (Institut d'urbanisme). 1926-1930 ».
20. LAPEYRE André, « René Planchenault (1897-1976) », *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1977, t. 135, p. 416.
21. LAURENT Xavier, *Grandeur et misère du patrimoine d'André Malraux à Jacques Duhamel*, Paris, École nationale des chartes / Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2003, p. 168.
22. LENIAUD Jean-Michel, *Les Archipels du passé. Le patrimoine et son histoire*, Paris, Fayard, 2002, p. 142.
23. Décret « portant réglementation des droits et obligations de l'administration municipale et des propriétaires riverains des rues de Paris en ce qui concerne l'indication des noms de rues et le numérotage des maisons », article 5, *Journal officiel*, 1938 [10 juillet], p. 8148.
24. « Le VI^e Salon des urbanistes au Grand Palais », *La Construction moderne*, 1939 [6-13 août], n° 35-36, p. 26-27.
25. PILLEMENT Georges, *Destruction de Paris*, Paris, Bernard Grasset, 1941, p. 304-305.
26. BARDET Gaston, *Pierre sur pierre. Construction du nouvel urbanisme*, Paris, éditions LCB, [1945].
27. DEBIDOUR Élie, « La conservation du Vieux Paris et l'urbanisme », *Les Cahiers du Musée social*, n° 2, 1945, p. 94-123.
28. Quelques mois avant le lancement du Casier archéologique, Louis Bonnier proposa la création d'un « Atlas archéologique » à la Commission du Vieux Paris : « Atlas archéologique de Paris », PV CVP, séance du 20 novembre 1915, p. 40.
29. LÉON Paul, *La Vie des monuments français. Destruction, restauration*, Paris, A. et J. Picard, 1951, p. 325-326.
30. PILLEMENT Georges, *Op. cit.*, 1941.
31. CHAMPIGNEULLE Bernard, AUZELLE Robert, LAVEDAN Pierre *et al.*, *Destinée de Paris*, Paris, Éditions du Chêne, 1943.
32. On se réfèrera pour cette question au chapitre de LENIAUD Jean-Michel, « Les quartiers anciens : patrimoine contre modernité », in *Les Archipels du passé... Op. cit.*, p. 128-139.
33. « Loi n° 92 du 25 février 1943 portant modification de la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments historiques », *Journal officiel*, 1943 [4 mars], p. 610.
34. AUZELLE Robert, « La rénovation des quartiers insalubres », in CHAMPIGNEULLE Bernard, AUZELLE Robert, LAVEDAN Pierre *et al.*, *Destinée de Paris. Op. cit.*, p. 109-121.
35. La reprise de la publication des procès-verbaux eut lieu sous l'impulsion de Michel Fleury (1923-2002), nommé secrétaire de la Commission du Vieux Paris en 1955.

36. Après une première présentation en séance de Commission du Vieux Paris le 11 mai 1970, retranscrite dans les procès-verbaux (BABELON Jean-Pierre, « Le Casier archéologique de la Ville depuis sa création. Propositions d'inscription au Casier de plusieurs immeubles du 1^{er} et du 2^e arrondissement », PV CVP, séance du 11 mai 1970, p. 25-33), Jean-Pierre Babelon publia notamment « Le Casier archéologique de la Ville de Paris », *Les Cahiers de la Rotonde*, n° 1, 1978, p. 9-14 ; « Le Casier archéologique de la Commission du Vieux Paris et la protection du patrimoine architectural de la capitale », in FLEURY Michel (dir.). *La Commission du Vieux Paris et le patrimoine de la Ville (1898-1980)*, Paris, Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, 1980, p. 9-11.

37. ARNYVELDE André, « Beautés offertes et insoupçonnées », *Le Petit Parisien*, 1936 [16 août], p. 2.

38. On pourra prolonger la lecture de cet article par la consultation du site « Inventer le Grand Paris » : <http://www.inventerlegrandparis.fr/article/premises-dun-urbanisme-patrimonial-lepisode-du-casier-archeologique-et-artistique-de-paris-et-du-departement-de-la-seine-1916-1928/> [lien valide en juin 2020].

RÉSUMÉS

Le Casier archéologique et artistique, inventaire architectural et urbain de Paris et de l'ancien département de la Seine constitué entre 1916 et 1928, bénéficia d'une certaine reconnaissance lors de son élaboration et durant la décennie suivante, avant de tomber dans l'oubli dès les années 1940. Cet inventaire, conçu dans la perspective de ce qu'on appelait déjà le Grand Paris et qui donna lieu à la création de près de deux mille dossiers et de plus de six mille clichés photographiques, fut lancé à l'initiative de l'architecte-voyer Louis Bonnier (1856-1946), qui dirigea toute son élaboration et mobilisa de nombreux protagonistes, membres de la Commission du Vieux Paris, architectes et géomètres de la direction des services d'Architecture ou encore photographes. Des efforts conséquents furent faits par certains d'entre eux, ou leurs contemporains, pour faire connaître le Casier, avec des fortunes diverses : à côté d'une tentative infructueuse de publication des clichés et d'un faible nombre d'articles sur le sujet, d'autres modes de diffusion (procès-verbaux de la Commission du Vieux Paris, conférences...) occupèrent une place importante dans cette entreprise. Il s'agit ici d'interroger les différents moyens mis en œuvre pour la connaissance de cet inventaire et de mettre en évidence leur rôle dans sa reconnaissance, de sa relative notoriété à son effacement.

The *Casier archéologique et artistique*, an architectural and urban inventory of Paris and the former department of the Seine, which was compiled between 1916 and 1928, enjoyed a certain amount of recognition during its development and during the following decade, before becoming widely forgotten in the 1940s. This inventory, conceived in the perspective of what was already known as "Grand Paris" and which gave rise to the creation of nearly two thousand files and more than six thousand photographs, was launched on the initiative of the architect Louis Bonnier (1856-1946), who directed its entire elaboration and mobilized many protagonists, members of the *Commission du Vieux Paris*, architects and surveyors of the Directorate of Architectural Services and photographers. Some of them, or their contemporaries, made considerable efforts to publicize the *Casier*, with varying degrees of success: in addition to an unsuccessful attempt to publish the photographs and a small number of articles on the subject, other means of dissemination (minutes of the Old Paris Commission, conferences, etc.) played an important role

in this undertaking. The aim here is to examine the various means used to make this inventory known and to highlight their role in its recognition, from its relative notoriety to its erasure.

INDEX

Mots-clés : André Arnyvelde, Casier archéologique et artistique, Charles Imbert, Charles Lansiaux, Commission du Vieux Paris, département de la Seine, Grand Paris, inventaire monumental, Léandre Vaillat, Louis Bonnier, Marcel Poëte, monuments historiques, Paris, photographie, urbanisme patrimonial.

Keywords : André Arnyvelde, Casier archéologique et artistique, Charles Imbert, Charles Lansiaux, Commission du Vieux Paris, Seine department, monumental inventory, Léandre Vaillat, Louis Bonnier, Marcel Poëte, historic monuments, Paris, photography, heritage town planning

AUTEUR

LAURENCE BASSIÈRES

Architecte DE, docteure en histoire de l'architecture, maître de conférences en histoire et cultures architecturales à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette, membre de l'équipe de recherche « Architecture Histoire Technique Territoire Patrimoine » AHTTEP (UMR 3329 AUSser).
laurence.bassieres@gmail.com